

PANORAMA INTERNATIONAL (2-9-2020)

En d'autres occasions nous avons souligné que la situation actuelle du capitalisme est celle *d'une crise globale*. Tant sur le terrain économique-social que dans le domaine géopolitique, le capitalisme international craque de toutes parts.

Outre ses conséquences sanitaires, la pandémie du Covid-19 continue d'avoir des effets dévastateurs sur l'ensemble de l'économie capitaliste. Au cours du deuxième trimestre de l'année, l'Allemagne a subi une chute du PIB de -10.1%, l'Italie -12.4%, la France -13.8%, l'Espagne -18.5%, l'Angleterre - 20.4%, les États-Unis -32.9%¹. Le FMI parle de la crise économique comme étant la plus grave depuis près d'un siècle. Le cas de l'Inde est paradigmatique : -23.9% au deuxième trimestre, avec un effondrement de -22% de l'emploi de la main-d'œuvre salariée (sans compter le chômage des travailleurs indépendants)².

Les inquiétudes concernant la situation de l'emploi sont répandues dans le monde entier. Et cette nervosité ne concerne pas seulement - comme c'était principalement le cas dans le passé - les licenciements d'ouvriers d'usine, mais aussi les secteurs des "cols blancs"³. En France, la majorité présidentielle craint un "automne social volcanique"⁴.

¹ *Source* : Eurostat et le Bureau d'analyse économique [<https://www.bea.gov/news/2020/gross-domestic-product-2nd-quarter-2020-advance-estimate-and-annual-update>]. Aux États-Unis, la crise économique du deuxième trimestre a été plus de trois fois plus grave que le précédent record de -10 % en 1958 et presque quatre fois plus importante que le pire trimestre de la Grande Récession des années 1930.

² D'après Mahesh Vyas du Centre de Surveillance Économique de l'Inde (IEMC), 19 millions *d'emplois salariés* ont été perdus dans ce pays. Ils étaient estimés à 86,1 millions en 2019-2020. Ils sont tombés à 68,4 millions en avril et à 67,2 millions en juillet. *Source* : *Le Monde* du 1-9-2020.

³ A la suite des programmes de restructuration de géants industriels tels qu'Airbus, les entreprises aéronautiques et les chemins de fer, le Technocentre de Renault de France, qui emploie 10.500 ingénieurs, a annoncé le licenciement de 1.500.

⁴ "Avec l'accumulation des plans sociaux, le mouvement de destructions de postes ne devrait pas ralentir à l'automne. Principale inquiétude : le sort des personnes dépourvues de qualifications et celui des jeunes.(...) L'aggravation de la crise économique et sociale serait « *beaucoup plus dangereuse que la crise sanitaire* », a déclaré le premier ministre, Jean Castex (...) Au premier semestre, près de 600 000 emplois ont été détruits en France, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). (...) Plus de 6,1 millions de personnes étaient inscrites à Pôle emploi, toutes catégories confondues, soit 6,6 % de plus que fin 2019. Les chômeurs en catégorie A – qui n'ont pas travaillé du tout pendant le mois – étaient plus de 4 millions, soit 560 000 de plus qu'en février, avant le déclenchement de la crise. ”. *Le Monde* , 27-8-2020 et 2-9-2020.

Si telle est la situation dans les pays capitalistes les plus développés, il n'est pas difficile d'imaginer ce qui se passe dans les pays dits "émergents", où le contexte sanitaire et ses inévitables conséquences économiques et sociales sont extrêmement graves⁵.

La crise a à son tour de fortes répercussions dans le domaine de la politique internationale. Non seulement dans l'aggravation des affrontements économiques et stratégiques entre les États-Unis et la Chine, qui se sont récemment étendus aux domaines des applications informatiques et des télécommunications, mais aussi dans le terrain géopolitique avec l'accroissement des tensions militaires entre les deux pays dans le sud de la Mer de Chine autour de Taïwan.

La Méditerranée est également devenue un centre international de conflits de plus en plus généralisés. Les difficultés économiques et politiques majeures en Turquie ont conduit le gouvernement d'Erdogan à déclencher une crise géopolitique en Méditerranée orientale, revendiquant militairement la souveraineté sur les eaux territoriales internationalement attribuées à la Grèce (qui possède très probablement d'importantes réserves de gaz). Cela a créé une crise majeure au sein de l'OTAN et a conduit le président français - ce grotesque petit aspirant à devenir un Napoléon du XXI^e siècle - à ordonner l'envoi de navires et d'avions militaires pour soutenir la Grèce.

En Libye, les factions militaires des "seigneurs de la guerre" se battent pour se partager le contrôle du pays, l'une étant assistée par la Turquie, le Qatar, l'Italie et l'Allemagne, tandis que l'autre est soutenue par l'Égypte, les Émirats Arabes Unis, la Russie et la France⁶. Les puissances impliquées ont pour objectif de continuer à dépecer ce pays afin de s'approprier ses richesses pétrolières. Et l'État français - qui a été à l'origine de l'invasion impérialiste en pleine guerre civile (qui a éclaté en février 2011 et qui a fini par provoquer l'effondrement de l'État libyen) - s'est heurté à la Turquie "pour faire respecter l'embargo (fictif) sur le transport d'armes" vers ce pays.

L'État français est frénétiquement actif en Méditerranée orientale ainsi qu'au Liban (en essayant de "stabiliser", "réformer" et "sauver" cette aberration géopolitique née de l'accord anglo-français "Sykes-Picot" de 1916 - et dont la crise chronique a été aggravée par la destruction par implosion de près d'un tiers de Beyrouth). La France intervient aussi militairement depuis des années dans les pays du Sahel (actuellement en Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad), où la Légion Étrangère défend le statu quo semi-colonial et les États issus d'autres

⁵ Malgré le manque de fiabilité des statistiques officielles sur les taux de mortalité par Covid-19, notamment en Amérique Latine en raison de la sous-estimation systématique du nombre de décès dus à cette maladie, les données officielles par pays donnent une idée des conséquences sanitaires de la pandémie. Belgique : 875 décès pour 100.000 habitants - Pérou : 865 - Grande-Bretagne : 623 - Espagne : 617 - Italie : 586 - Chili : 579 - Suède : 571 - Brésil : 548 - USA : 539 - Mexique : 479 - France : 454. *Source* : Université Johns Hopkins (24-8-2020).

⁶ « Libye, le terrain de jeu russo-turc », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2020.

atroces créatures de la décolonisation en Afrique. Brisant une indifférence générale au sein de la population française, il faut espérer que les mobilisations ouvrières que le gouvernement craint pour l'avenir proche hisseront le drapeau de la lutte contre les aventures impérialistes et coloniales de l'État français.

Il y a cinquante ans, en Jordanie, lors du "Septembre noir" de 1970 et au milieu de la passivité générale des États arabes, la monarchie hachémite perpétra le massacre de la résistance palestinienne et des masses dans les camps de réfugiés, lesquels représentait un danger non seulement pour Israël, mais aussi pour la monarchie elle-même et le fragile équilibre géopolitique de la région. Il y a quarante-deux ans, les accords de paix entre Égypte et Israël furent signés au prix du sacrifice des revendications nationales des masses palestiniennes. Il y a trente-huit ans, les masses palestiniennes réfugiées au Liban furent massacrées à Sabra et Chatila par l'action conjointe de l'armée israélienne et les milices chrétiennes sous le regard impassible des États arabes. Il y a vingt-sept ans furent signés les Accords d'Oslo entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin en "enterrant la hache de guerre" au nom de la reconnaissance de l'État d'Israël et d'un futur prétendu État palestinien qui, dans le "meilleur des cas", ne pouvait être autre chose qu'un *Bantoustan* pour les populations palestiniennes de la région et que même la colonisation ininterrompue de la Cisjordanie par des colons israéliens a rendu encore plus irréaliste. Pendant des décennies, le terrorisme de l'État israélien a frappé sans répit la population palestinienne de ce terrible ghetto qu'est Gaza (le pendant palestinien du ghetto de Varsovie). Depuis des années, il existe une collaboration souterraine entre les services secrets des monarchies du Golfe Persique et Israël. La récente décision d'Israël et des Émirats Arabes Unis de "normaliser" leurs relations diplomatiques (décision clairement motivée par leur commune opposition à l'influence iranienne au Moyen-Orient) ne fait que rendre publique une situation historique inscrite dans une réalité de fer : *quelles que soient les vicissitudes géopolitiques du Moyen-Orient*, pour les États arabes et les bourgeoisies nationales, ni la situation des masses palestiniennes ni leurs revendications nationales ne sont des "paramètres" à prendre en compte.

La résolution du conflit historique entre les masses palestiniennes, l'État sioniste et les États arabes passera par *le renversement révolutionnaire de tout le statu quo social et géopolitique du Moyen-Orient*, et en particulier par la remise en cause de l'existence même de l'État d'Israël, ce qui nécessitera à son tour un contexte international dans lequel les impérialismes - les plus fervents partisans de cet État raciste, à l'image de l'Afrique du Sud de l'apartheid et de l'Algérie coloniale française - ne pourront pas intervenir "librement" dans la région. *La révolution prolétarienne internationale créera les conditions pour répondre à ces deux exigences.*

Aux États-Unis, la situation qui a conduit à l'implosion sociale à l'occasion de l'exécution publique de George Floyd a non seulement perduré, mais a donné lieu à une nouvelle vague de mobilisations en raison de l'infâme agression contre Jacob Blake, un jeune afro-américain qui a reçu sept balles dans le dos par un officier de police.

La déclaration publique du président américain en défense du "suprémaciste" blanc qui a tué avec une arme de guerre deux manifestants qui protestaient contre cette agression, et le fait qu'il ait accusé de "terrorisme" les participants aux manifestations contre les actions racistes des forces de police, sont une indication claire de la polarisation croissante des forces sociales antagonistes dans la société américaine.

Les secteurs les plus réactionnaires du pays trouvent chez Trump et l'appareil répressif de l'État leurs représentants les plus accomplis. Les masses qui se sont mobilisées ces derniers mois pour s'opposer à l'oppression sociale et raciale qui frappe chroniquement la population la plus opprimée des États-Unis ne pourront pas trouver dans l'opposition parlementaire et les élections de novembre des lignes de défense contre les actions répressives de l'État et des "suprémacistes" blancs. *Le chemin de la lutte contre l'oppression sociale et raciale aux États-Unis ne passera pas par la démocratie bourgeoise, mais par l'affrontement contre l'ensemble de son échafaudage politique et étatique.*